



Grève du BAC et du BREVET : une grève pour l'avenir de nos enfants !

Élèves, Parents, cette grève n'est pas dirigée contre vous !

Ce sont les réformes Blanquer et celle de la fonction publique qui sont dirigées contre vous !

Si nous sommes amenés à faire grève le jour des examens, c'est qu'il ne nous reste pas d'autre choix. Le gouvernement Macron tout comme le ministre Blanquer détruisent l'école !

Les « réformes » du bac, de la voie professionnelle, de l'école « de la confiance » et de la fonction publique sont des attaques cohérentes qui ont pour seul but le démantèlement de la fonction publique et donc l'Éducation Nationale . Pour que ceux du CAC 40 payent encore moins d'impôts, il faut réduire la fonction publique. L'avenir de leurs enfants à eux n'a rien à voir avec l'avenir de l'Éducation Nationale !

Pour ce faire, c'est systématiquement qu'ils détruisent les conditions de travail des enseignants et des autres personnels, donc les conditions d'études de nos enfants.

Tout est fait pour accroître *les inégalités* :

→ **Inégalités d'implantation** des enseignements de spécialité et des options de la « réforme » du lycée,

→ **Impossibilité d'emplois du temps cohérents**, tant pour les enseignants que pour les élèves,

→ **Rythme effréné des évaluations...**
... et tout ça pour un baccalauréat qui n'a plus de valeur que locale !

→ **Destruction d'une voie professionnelle de qualité** par la fusion des familles de métiers et la promotion du tout apprentissage.

→ **Sélection** par la localisation des lycées pour Parcoursup, donc la sélection **par l'argent**,

→ **classes surchargées, suppressions de postes** ...

Depuis plusieurs mois, personnels et parents d'élèves se mobilisent. En vain : le Ministre n'a jusque-là répondu que par le refus de toute discussion. Pire, certains enseignants ont été victimes de mesures d'intimidation de la part du ministère.

Pour une école aux contenus ambitieux pour former au mieux nos enfants !

Retrait des réformes des lycées et du baccalauréat !

**Retrait des projets de loi « École de la confiance »
et « Fonction publique » !**



Grève du BAC et du BREVET : une grève pour l'avenir de l'Éducation Nationale !

Enseignants et personnel de l'Éducation Nationale, c'est le mépris du gouvernement Macron et de son ministre Blanquer qui amène à la grève des examens !

Alors que le mal-être des personnels est croissant (casse des conditions de travail, paupérisation, suppressions de postes, sabordement des conditions d'apprentissages des élèves, des programmes et des diplômes, au nom de l'« austérité budgétaire ») le gouvernement force le pas vers la destruction pure et simple de la fonction publique et donc de l'Éducation Nationale.

Derrière cette austérité budgétaire se cachent les allègements fiscaux de la finance du CAC 40 : **Moins de fonction publique c'est encore moins d'impôts pour eux !**

Comment précariser la fonction publique ?

Les articles 6, 7 et 9 de la loi de transformation de la Fonction publique permettront la généralisation de la contractualisation.

L'article 8 crée même un nouveau type de contrat encore plus précaire, le « contrat de projet », un contrat à durée déterminée compris entre 1 et 6 ans n'ouvrant aucun droit ni au CDI

ni à la titularisation, par exception au droit commun.

Comment nous ôter nos droits pour nous empêcher de contrer leurs attaques ?

Par les articles 11, 12 de la même loi, l'évaluation et la mutation des personnels ne font l'objet d'un contrôle par les CAPA.

L'article 13 fait du chef d'établissement pour le secondaire ou de l'inspecteur pour le primaire les seuls responsables de l'évaluation des agents dont dépendra la rémunération, par, sans aucun recours possible en CAPA.

Et l'article 15 va encore plus loin en instaurant une nouvelle sanction décidée par le supérieur hiérarchique : l'exclusion temporaire de 3 jours, sans aucun recours possible non plus en CAPA.

Pour finir, l'article 26 introduit la rupture conventionnelle dans la fonction publique, autrement dit l'État pourra supprimer les postes sans reclasser les agents et pour les forcer à rompre, l'article 28 prévoit le détachement d'office de fonctionnaires dans une entreprise privée.

La loi de transformation de la Fonction publique est donc largement conçue pour faire disparaître des postes et le statut !

Les organisations syndicales nationales représentatives du public et du privé, de l'enseignement agricole et les Stylos rouges, ont déposé un préavis de grève sur le mois de juin.

L'intersyndicale Sud CNT CGT éduc'action de la Drôme appelle tous les personnels à se mettre en grève et à se réunir en AG pour décider des suites à donner au mouvement jusqu'au 21 Juin.

Retrait des réformes des lycées et du baccalauréat !
Retrait des projets de loi « École de la confiance »
et « Fonction publique » !